



Communiqué du 16 octobre 2025

Plus que jamais nous avons besoin du débat parlementaire

L'inquiétude et le dégoût ressentis sur la situation politique, économique et sociale que nous vivons sont profonds, renforcés par les contradictions institutionnelles. Ainsi le scrutin majoritaire ne donne plus de majorité à l'Assemblée nationale. Dès lors, le rôle du Parlement devient plus central et je m'en félicite pour la démocratie. Nous avons besoin de discuter pour améliorer un budget pour les finances de l'État et la sécurité sociale. C'est une des raisons pour lesquelles je n'ai pas voté la censure du gouvernement Lecornu II. Le Premier ministre s'étant engagé à ne pas recourir à l'article 49.3 de la Constitution, il s'agit alors de mener la bataille parlementaire pour une trajectoire de justice sociale, fiscale et climatique avec des mesures concrètes, également pour les collectivités locales, comme je le fais depuis le début de mon mandat. Ce travail parlementaire peut nous éviter une année blanche.

Par ailleurs, des engagements ont été pris pour la réforme des retraites et je pense particulièrement à celles et ceux qui pourront partir à la retraite plus tôt que prévu, notamment les travailleurs concernés par la pénibilité. C'est le résultat d'un combat syndical et populaire. La gauche et les Écologistes en appui à l'intersyndicale depuis ces trois années doivent prendre le relai de cette bataille qui s'ouvre de nouveau à l'Assemblée nationale.

Nous souhaitons collectivement du changement. Toutefois, Emmanuel Macron se pose en situation de monarque et de chef suprême. Une destitution est actuellement impossible. La dissolution ne résoudra pas notre volonté de voir le Président renoncer à ses fonctions d'une part, et ne règlera pas la nécessité de faire évoluer le statut de chef de l'État pour mettre fin à l'hyper-présidentialisme d'autre part. Aussi, aucune majorité absolue ne serait atteinte alors que nous sommes en capacité de travailler ensemble, de manière transpartisane : déserts médicaux, interdiction des polluants éternels (PFAS), définition du consentement dans la loi, remboursement intégral des fauteuils roulants, instauration du scrutin proportionnel pour les législatives, ou encore la taxe Zucman sur le patrimoine des ultra-riches.

Nous devons être à la hauteur. Aujourd'hui, une majorité d'entre vous se demande comment ils vont pouvoir se sortir de la galère : manger, se soigner, et vivre dignement. Nous devons renouer avec la confiance pour vous offrir et vous garantir une visibilité politique malgré les doutes qui subsistent actuellement. De plus, nous avons en ce moment même des défis urgents à traiter pour notre défense nationale : menaces hybrides, ingérences étrangères, cyberattaques, guerre cognitive. Sans compter que la déstabilisation interne de notre pays par des politiques fiscales, économiques et sociales désastreuses favorise la montée de l'extrême droite.

La bataille pour les budgets commence, elle va être dure : avec mes collègues écologistes et de gauche, je la mènerai en toute détermination. En cas de non-respect des engagements pris par le gouvernement, la remise en question de ce dernier interviendra.